

**POUR DIFFUSION IMMEDIATE**

**8 avril 2022**



**« Il faut mettre un terme au cercle vicieux de la violence et de l'impunité au Sahel »**

*Déclaration de la Coalition citoyenne pour le Sahel*

*8 avril 2022*

« La Coalition citoyenne pour le Sahel exprime sa vive préoccupation face à la spirale de la violence dont sont victimes les populations civiles dans le Sahel et demande que toute la lumière soit faite pour répondre aux allégations de graves violations des droits humains par les forces armées maliennes, notamment à Moura, fin mars 2022.

Nous saluons la [décision](#) de la justice militaire malienne d'enquêter sur l'opération menée par l'armée à Moura, au cours de laquelle plusieurs centaines de civils auraient été tués, et demandons par ailleurs l'ouverture d'une enquête indépendante.

Le drame de Moura n'est que le dernier d'une série d'allégations de crimes contre des civils par différents acteurs au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Nous ne pouvons pas nous taire alors que nos frères et nos sœurs se font massacrer. Il faut mettre un terme à ce cercle vicieux de la violence et de l'impunité dans notre région. C'est pour cela que nous condamnons également avec la plus grande fermeté la disparition de centaines de civils tués ces dernières semaines dans la région de Ménaka, dans des attaques attribuées aux groupes djihadistes, qui font l'objet d'investigations d'organisations de défense des droits humains. Nous saluons la mémoire des victimes civiles et celle des membres des forces de défense et de sécurité tués dans l'exercice de leur fonction. Et nous rappelons qu'aucune responsabilité n'a encore été établie pour le massacre d'Ogossagou attribué à des groupes d'auto-défense il y a tout juste trois ans, ni pour aucune des autres atrocités de masse commises contre des civils au Mali, mais aussi au Burkina Faso ou au Niger.

Nous rappelons aux gouvernements sahéliens leur responsabilité première de protéger leur population et d'assurer la justice pour les crimes commis. L'impunité nourrit la défiance des populations envers l'État, exacerbe les tensions communautaires et contribue ainsi à entretenir une spirale de violences qui facilite le recrutement par les groupes armés. Toutes les forces militaires présentes au Sahel, nationales ou étrangères, doivent faire preuve de la plus grande transparence dans la conduite de leurs opérations militaires. A cet égard, nous réitérons notre demande que toute la lumière soit faite sur les frappes françaises de janvier 2021 à Bounti.

Face à une recrudescence des violences, nous appelons les partenaires internationaux à encourager et soutenir les gouvernements du Mali, du Burkina Faso et du Niger dans leurs efforts pour endiguer l'insécurité tout en assurant la justice pour les populations civiles victimes d'exactions. »

**A Propos de la Coalition citoyenne pour le Sahel**

La [Coalition citoyenne pour le Sahel](#) est une alliance informelle de [plusieurs dizaines](#) d'organisations de la société civile sahélienne et ouest-africaine, dont l'objectif est de convaincre les gouvernements d'adopter une nouvelle approche au Sahel qui permette de mieux protéger les populations civiles.

Pour en savoir sur la Coalition citoyenne : <https://www.sahelpeoplescoalition.org>.

Email : [sahelcoalitioncitoyenne@gmail.com](mailto:sahelcoalitioncitoyenne@gmail.com)

### **Ressources pour les médias**

- [Communiqué](#) de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) du Mali, 6 avril 2022
- [Communiqué](#) de l'expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme au Mali, 6 avril 2022.
- « Allégations de crimes contre des civil.e.s à Moura au Mali : une enquête indépendante doit avoir lieu », [Communiqué](#) conjoint de l'Association malienne des droits de l'Homme (AMDH), Amnesty International (AI), Avocats sans frontières Canada (ASFC) et la FIDH, 6 avril 2022.
- « Mali : massacre de l'armée et de soldats étrangers », [Communiqué](#) de Human Rights Watch, 6 avril 2022.
- « Sahel : ce qui doit changer – Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations », [rapport](#) de la Coalition citoyenne pour le Sahel, avril 2021. Un rapport de suivi sera publié début juin 2022.